

Mairie de Moulézan

*1 chemin des Lens - 30350 Moulézan
04.66.77.87.94 - mairiemoulezan@wanadoo.fr*

SYNTHESE du « GRAND DEBAT NATIONAL »

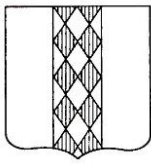
Commune de MOULEZAN

1- FISCALITÉ ET DÉPENSES PUBLIQUES

- L'impôt sur le revenu (IR) devrait être payé par tous, même pour un montant symbolique. Le principe de l'universalité de l'impôt doit être réaffirmé. Il est insupportable que moins de la moitié des foyers soit soumis à l'IR.
- Beaucoup rêvent de voir disparaître la TVA sur les produits de première nécessité.
- Exclure tous droits de succession quand il s'agit de transmission familiale.
- Supprimer la taxe d'habitation pour tous les Français.
- Ne pas donner 800.000 euros pour la restauration de la casbah d'Alger, de ne pas subventionner des projets comme le TGV du Maroc (1 milliard d'euros).
- Revoir les privilèges des sénateurs à la baisse.
- Lutter contre la fraude à tous les niveaux ; que ce soit la fraude fiscale, la fraude à la TVA, le travail au noir, la fraude à la carte Vitale ou encore celle aux aides sociales. Enfin, il ne faut pas oublier toutes celles qui résultent de la fraude sociale documentaire qui représente 1,8 million de faux numéros de sécurité sociale.
- Il faudrait chiffrer et publier tous les postes de dépenses de l'argent public et les comparer à ceux observés dans les autres pays de l'UE.
- Evaluer l'intérêt des très nombreux observatoires et comités Théodule de la République (Par exemple, le Conseil économique, social et environnemental (Cese))
- Il faut restaurer l'ISF mais le supprimer pour les biens immobiliers (IFI) afin d'alléger la facture fiscale des propriétaires qui s'est considérablement et injustement alourdie ces dernières années.
- Rendre contraignants les avis de la Cour des comptes, pour lutter contre les gaspillages administratifs et ralentir la hausse des dépenses publiques dont la France est championne. Le renforcement des pouvoirs de la Cour des comptes serait salutaire et éviterait que nos gouvernements continuent de faire fi de ses rapports accablants et recommandations de bon sens.

2- EMPLOI ET POUVOIR D'ACHAT

- Les retraités estiment que le gouvernement leur demande trop d'efforts et réclament la suppression de la hausse de la CSG pour ceux qui la paient encore et l'indexation de leurs pensions sur l'inflation.
- Le plafonnement des minima sociaux : Il faut faire le ménage dans le système social français en le rendant moins généreux et en chassant impitoyablement les fraudeurs. Les dépenses sociales avoisinent 33 % du PIB français, 11 points de plus que la moyenne des



Mairie de Moulézan

*1 chemin des Lens - 30350 Moulézan
04.66.77.87.94 - mairiemoulezan@wanadoo.fr*

pays de l'OCDE et 10 points de plus que celle de la zone euro! Il n'est pas normal qu'un Français de moins de 30 ans puisse toucher jusqu'à 1 000 € par mois sans travailler: 550 € (RSA) + 200 € (prime d'activité) + 200 € (CAF logement)!

- Les incitations à sortir du chômage : S'aligner sur les systèmes en vigueur chez la plupart de nos voisins, plus coercitifs que le nôtre, mais aussi récompenser davantage le retour au travail.
- Une augmentation du smic serait suicidaire pour les entreprises et l'emploi en France. Il est déjà très élevé et représente 62 % du salaire médian.

3- IMMIGRATION

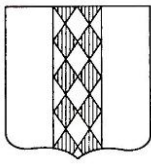
- Mise en place de quotas d'immigrés : La France doit pouvoir choisir son immigration, selon les besoins de notre économie, voire en fonction de la nationalité des candidats à l'installation dans notre pays.
- Rendre notre système social moins attractif pour les étrangers qui souhaitent s'installer en France serait le plus sûr moyen de décourager les candidats à l'immigration.
- L'accueil doit se faire au cas par cas : niveau de ressources, et surtout capacité d'assimilation (code civil).
- Il faut faire barrage à toute politique de remise en cause de la hiérarchie entre le politique et le religieux. La laïcité est véritablement la digue qui protège la France.

4- ÉCOLOGIE

- Développer les énergies propres, notamment l'éolien, la géothermie et le solaire.
- Réduire le temps de gestion des dossiers administratifs lors de la création de ces projets.
- Instaurer une vignette pour les camions étrangers traversant la France.
- Garder nos centrales nucléaires jusqu'à l'arrivée des centrales nouvelles générations (EPR).
- Maintenir la taxe carbone en la plafonnant en fonction des cours du pétrole ; l'étendre au kérosène et aux compagnies aériennes. Affecter la totalité des recettes à l'écologie.

5- CITOYENNETÉ

- Globalement, méfiance envers le référendum d'initiative citoyenne. A la rigueur, ceux qui y sont favorables veulent en limiter l'usage et l'encadrer étroitement pour éviter les dérives.
- Accroître le contrôle de l'utilisation de l'argent public par les élus dans le cadre de leur mandat (frais de mandat par exemple).
- Réduire le nombre de députés et de sénateurs. La proportion n'est pas toujours indiquée, même si certains vont jusqu'à souhaiter une diminution de moitié.
- Renationalisation des autoroutes qui répond surtout au besoin de retrouver «le contrôle des péages» et donc des augmentations de prix.
- Limiter les rémunérations des présidents des 26 autorités administratives et publiques indépendantes ainsi que les avantages des anciens premiers ministres et anciens présidents de la République.
- Diminuer le nombre de conseillers au sein des conseils municipaux. Une commune de 500 habitants n'a pas besoin de 15 conseillers.



Mairie de Moulézan

*1 chemin des Lens - 30350 Moulézan
04.66.77.87.94 - mairiemoulezan@wanadoo.fr*

6- BIOÉTHIQUE

- Statu quo sur le mariage pour tous.
- La PMA pour les couples de femmes fait abstraction de l'équilibre de l'enfant. Beaucoup y voient un premier pas vers la GPA, qu'ils sont encore plus nombreux à refuser.

7- EUROPE

- Avec 28 pays, l'Europe est ingouvernable. Il faut mettre fin au vote à l'unanimité.
- Il faudrait que toutes les élections dans l'UE se déroulent en même temps dans tous les pays membres. Ainsi, tous les chefs d'Etat auraient le même niveau de légitimité et des agendas identiques.
- Conserver l'accord de Schengen en l'état, et le renégocier si nécessaire.
- Renforcer les frontières extérieures de l'Europe.
- Arrêter de faire des normes UE qui n'ont aucun sens et coûtent une fortune à appliquer: couleur des poubelles, normes handicapés, loi pénibilité pour les entreprises.... etc.

8- AUTRES POINTS PARTICULIERS :

- Rétablir les demandes de permis de conduire, cartes grises, papiers d'identité au niveau des mairies. Le bilan de la dématérialisation est catastrophique pour les citoyens.
- Revoir la représentation des « petites communes » au sein des communautés d'agglomération importantes.
- Les communes ont perdu beaucoup sur les dotations (notamment DGF) ces dernières années. Les conséquences sont importantes sur leur capacité d'investissement et sur l'emploi de proximité.